

Prestations d'adaptation pour les travailleurs

Je suis intervenu à la Chambre plus tôt dans la journée, au cours de la période des questions. Je crois que ma question avait un certain rapport avec le bill à l'étude. Cette mesure législative que propose le ministre du Travail (M. Caccia) est censée aider les Canadiens qui sont mis à pied. Il serait peut-être utile de nous représenter qui sont ces Canadiens. Dans une large mesure, ce sont les hommes et les femmes qui ont donné à leur employeur pendant une longue période des services loyaux et productifs. J'ai dit au ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray), partisan de la politique de taux d'intérêt élevés qui est à la source des mises à pied, qu'il a été prouvé scientifiquement que lorsque le taux de chômage augmente, le nombre de personnes en mauvaise santé augmente aussi. Il a répondu que c'était des sottises. Voilà qui en dit long sur les connaissances et la sollicitude du ministère de l'Industrie et du Commerce et du cabinet en général. Ils disent une chose et ils en font une autre.

Lorsque j'ai posé la question au ministre, j'avais en main une étude du professeur Brenner, de l'université Sir Johns Hopkins. Selon les chiffres du professeur Brenner, une hausse de 1.4 p. 100 du chômage a des répercussions au niveau du bien-être. Soit dit en passant, cette hausse de 1.4 p. 100 se rapproche de beaucoup de celle que nous avons enregistrée au cours des 60 derniers jours, sans compter les mises à pied massives annoncées cette semaine, la semaine dernière et la semaine précédente. Lorsque nous examinerons les chiffres, la prochaine fois qu'ils seront publiés, nous serons confrontés avec un chômage de 9 p. 100. Cela signifie que beaucoup plus de un million de Canadiens seront en chômage, avec les conséquences que cela comporte.

J'aimerais faire consigner au compte rendu quelques chiffres. Chaque fois que le chômage augmente de 1 p. 100, le nombre des suicides augmente de 5.7 p. 100. Dans les villes canadiennes, ce ne sont plus 100 Canadiens par mois qui se suicideront, mais 106. Le nombre des meurtres augmentera de 8 p. 100, ce qui signifie que 8 p. 100 de plus de Canadiens risquent de se faire assassiner parce que le chômage a augmenté au cours des 60 derniers jours. Ces chiffres, le Conseil canadien de développement social les a fournis en novembre dernier, soit il y a près d'un an, à tous les députés, y compris au ministre de l'Industrie et du Commerce. Ces chiffres révélaient qu'entre 9,000 et 10,000 personnes allaient mourir au cours des 12 prochains mois à cause de la montée du chômage. Lorsque quelqu'un, après avoir consacré une partie importante de sa vie au service d'un employeur pour la production de biens et de services dont nous avons tous besoin et que nous apprécions tous, apprend soudain qu'il est mis à pied et qu'il n'est plus utile, il ne peut manquer d'entrer dans un état de crise et sa famille avec lui. C'est le genre de crise que les gens ont bien du mal à traverser. Ils font du refoulement, ils y réagissent de diverses façons, mais il est scientifiquement démontré qu'il en résulte un besoin accru de soins médicaux. Le budget qu'a déposé l'an dernier le ministre des Finances (M. MacEachen) révélait qu'il avait l'intention de réduire d'un milliard et demi de dollars les dépenses sociales liées aux hôpitaux, aux soins médicaux et au recyclage des travailleurs mis à pied. Nous avons une politique qui après avoir mis les gens au chômage, non seulement ne prévoit pas davantage de crédits pour la

santé mais les réduit. Le gouvernement accule les gens au chômage, il provoque chez eux des crises cardiaques, mais réduit le nombre des places disponibles dans les hôpitaux. Voilà en quoi consiste réellement la politique libérale. C'est à cela que se résument les déclarations ampoulées sur la société juste et sur l'intérêt qu'on voue à la personne.

M. Caccia: Foutaises, pures foutaises!

M. Hawkes: Nous devons songer aux conséquences de la politique que nous adoptons à la Chambre. Je suis chahuté par des députés d'en face qui racontent depuis un an à la Chambre combien merveilleuse était la constitution. Celle-ci a été complètement transformée, il y a deux jours, en vue de réaliser exactement ce que nous avons dit. Maintenant, ils nous diront que ce qui était mal est bien et qu'elle est encore merveilleuse. Nous sommes censés croire qu'ils sont sincères lorsqu'ils chahutent de même que lorsqu'ils appuient la mesure législative, mais doit-on leur faire confiance lorsqu'ils prétendent que ce qui était mal est maintenant bien. Ils votent à la va-comme-je-te-pousse et ils n'en rougissent même pas. Toute mesure législative adoptée à la Chambre a des conséquences sociales. Nous devrions examiner les conséquences réelles de la présente politique.

Au début de la séance d'aujourd'hui, nous avons eu une discussion à la Chambre au sujet des théories néo-démocrate, libérale et conservatrice et de leur impact sur la population. En ce qui concerne l'économie, la question des mises à pied et celle de la productivité, si les chômeurs qui sont à l'heure actuelle au nombre de un million étaient employés à la production de biens et de services, les députés élus auraient suffisamment d'argent pour aider les gens qui en ont vraiment besoin. Tous et chacun des députés devraient avoir reçu et lu l'article de novembre dernier du Conseil canadien du développement social. L'Annexe I donnait une comparaison des montants de l'aide sociale d'une province à l'autre. Dans l'Ouest, il y a deux provinces voisines, l'Alberta et la Saskatchewan, qui ont d'énormes ressources. La Saskatchewan a du pétrole, de la potasse et des terres agricoles. Les habitants de la Saskatchewan ont de la chance, mais ils élisent des gouvernements PSD et NPD depuis bien longtemps. L'Alberta a choisi des gouvernements qui connaissent une vérité simple, à savoir, si vous ne créez pas de richesse, vous n'avez rien à partager! La chose la plus facile à diviser, c'est le néant; nous pouvons tous en avoir une part!

• (1550)

Des voix: Bravo!

M. Hawkes: En 1979-1980, une famille de quatre personnes qui recevait de l'aide sociale ou qui éprouvait des difficultés qui justifiaient l'aide de la société recevait \$6,700 en Saskatchewan. C'était le produit de la gestion du NPD et du CCF depuis un certain temps. En Alberta, la même famille touchait \$10,500, soit presque 50 p. 100 de plus, parce que cette province a une longue histoire de gouvernements élus qui avaient compris que lorsque vous créez de la richesse, vous avez quelque chose à partager avec les plus démunis de la société. Vous ne faites pas qu'en parler beaucoup; à vrai dire, vous n'avez pas besoin d'en parler du tout puisque vous le faites.